



## **Tous en grève le 7 novembre !**

### **Grand rassemblement revendicatif place du Palais-Royal à Paris, dès 14h, sous les fenêtres du ministère de la Culture !**

#### **➤ Non aux suppressions d'emplois !**

La direction de France télévisions ment effrontément quand elle prétend ne supprimer « que » **361 postes**. En réalité, elle a d'ores et déjà « nettoyé » les postes vacants sur les organigrammes (ceux qui sont actuellement occupés par des CDD). Il s'agit plutôt d'un plan menaçant plus de 600 emplois à France Télévisions. De plus, derrière ces dizaines de postes vacants supprimés, ce sont des centaines de salariés précaires qui sont déjà (ou qui vont se retrouver) à Pôle emploi. La direction reconnaît elle-même avoir déjà « économisé » au 30 juin 500 ETP (emplois équivalents temps pleins) sur les CDD.

#### **➤ Non à la casse des métiers !**

Le serpent de mer des polycompétences sauvages refait surface pour justifier la suppression des postes de monteurs en région et dans les outre-mers, en attendant les rédactions nationales. Mais les OPS (avec les salles de montage reliées directement à une cabine d'enregistrement audio), les documentalistes (avec le leurre de l'auto-recherche sur Internet), les opératrices synthé et scriptes (avec les synthés disponibles sur I-News) sont aussi menacés, tout comme les OPV qu'on veut remplacer par des caméras télécommandées ou les techniciens vidéos qu'on veut éliminer des nouveaux outils de transmission et des régies automatisées.

Ces projets indignes du service public visent à copier le modèle « low cost » des chaînes d'info en continu. Ils menacent la profession de journaliste, la qualité des journaux et des magazines d'information, et font peser des risques sur la santé des salariés.

La mutualisation se décline aussi à toutes les sauces pour justifier la suppression des postes d'assistant(e)s, qu'elles soient d'antenne, d'émission ou administratives, avec à la clé le télé travail ou l'absurde mise en commun des fonctions supports par bassin ultramarin ou dans les pôles.

#### **➤ Non aux suppressions d'activité et à la régression éditoriale !**

L'AITV, comme le sous titrage info ou le Journal de la Nuit de France 2 font partie des missions de service public. Qui veut tuer son chien l'accuse de la rage. C'est la raison pour laquelle la direction a refusé d'investir ou de réfléchir à tout projet de développement de ces activités afin de justifier leur liquidation. Le studio photo de la communication externe, le service de la médiation, les équipes légères et la fabrication décor du Siège, saignés à blanc, sont aussi dans le collimateur. De plus, les rédactions locales dans le réseau France 3 sont en danger : certaines ont déjà fermé, d'autres sont actuellement menacées. Outre-Mer, la direction envisage l'absorption des rédactions radio par les rédactions TV. Le funeste projet de fusion des rédactions nationales supprimera, à son tour, des emplois.

Pour imposer la suppression d'emplois de JRI dans certaines stations ultra-marines, la direction invente un pitoyable projet éditorial : « moins de reportages, plus de plateaux et de débats » : une stratégie low-cost déjà à l'œuvre à France 3.

#### **➤ Non à l'externalisation des services !**

La main sur le cœur, la direction multiplie les grandes déclarations sur l'égalité des chances et la diversité. Or l'externalisation de l'accueil, du standard ou du gardiennage a pour première conséquence de bloquer

l'ascenseur social qui permettait de donner leur chance à de nombreux salariés et de donner un contenu concret à leurs nobles ambitions.

### ➤ **Non à la restructuration permanente !**

Le plan de réorganisation lié à ces suppressions de postes n'a fait l'objet d'aucune préparation en amont avec les acteurs concernés. Ce plan succède à trois réorganisations en 4 ans qui ont profondément déstabilisé les salariés de l'entreprise et vidé les caisses, avec notamment des prestations extérieures ayant coûté des dizaines de millions d'euros... sans aucun bénéfice pour les salariés !

En local, les directions envisagent de supprimer d'autres postes que ceux déjà ciblés par le plan. Cela pourrait encore alourdir l'addition. A moins qu'il s'agisse de modifier le plan ce qui prouverait sa complète insincérité. L'application de l'accord collectif dont la conclusion aura été si laborieuse, est loin d'être achevée. Les transpositions des salaires des PTA ont provoqué des centaines de refus de signer les avenants et l'exaspération des salariés est croissante, alors que les dispositions sur le temps de travail ne sont toujours pas en vigueur.

### ➤ **Quelle légitimité pour cette direction ?**

La direction ne tient aucun compte de cette réalité, elle reste dans sa bulle technocratique et les négociations patinent. La direction avance tel un rouleau compresseur, avec une indifférence coupable. Elle exécute le sale boulot qu'elle a présenté aux ministères de tutelle pour rester coûte que coûte à la tête de l'entreprise et alors que ses partis pris éditoriaux sont loin de faire l'unanimité...

### ➤ **Un autre projet est possible**

Pour nous, un autre projet est possible pour garantir l'avenir de notre entreprise de service public et assurer ses développements. Un projet radicalement différent du plan de casse qu'on nous impose, un projet ambitieux pour une télévision publique de qualité. Pourquoi ne pas revoir la réglementation qui interdit à FTV de détenir les droits des programmes qu'elle finance ? Pourquoi ne pas permettre à FTV de fabriquer en interne les programmes qu'elle diffuse sur toutes ses antennes ? Pourquoi ne pas réinvestir le montant de la cession à Gulli pour le maintien de l'emploi à FTV ? Pourquoi ne pas rechercher des ressources commerciales additionnelles ?

## **L'ensemble des organisations syndicales de France Télévisions exigent :**

- ✓ le retrait du plan de suppression de postes organisant notamment l'asphyxie des services administratifs, techniques et journalistes dans les outre-mers, les régions et au Siège, la mise en place illégale et dangereuse des poly-compétences, la réduction alarmante de la fabrication interne, la fermeture de la rédaction de l'AITV, l'externalisation du sous-titrage de France 2.
- ✓ la négociation d'un projet alternatif qui permette une gestion intelligente de la pyramide des âges afin de rajeunir les effectifs, de requalifier les précaires, et de faire face à tous les enjeux de développement.

**Pour toutes ces raisons, soyons tous en grève le 7 novembre et nombreux dans la lutte.**

**RDV Place du Palais-Royal,  
sous les fenêtres du Ministère de la Culture à Paris, dès 14h**